

OPA de l'Inria sur une filiale du Consortium CNRS ou comment gérer le service public à la mode libérale : SNCS-HEBDO 08 n°9 du 6 mai 2008

Dans Le Monde, le PDG de l'Inria a lancé une offre publique d'association en direction des laboratoires d'informatique du CNRS. Ce basculement de l'informatique du CNRS à l'Inria ouvrirait la porte au démantèlement général de l'organisme.

Christine Eisenbeis, directrice de recherche à l'Inria, bureau national du SNCS, Dimitri Peaucelle, chargé de recherche au CNRS, CA du SNCS, Danièle Steer, ingénieure de recherche Inria, SNTRS

Fiction ou réalité ? Le PDG de l'Inria a choisi Le Monde (daté du 26 avril 2008) pour lancer son offre publique d'association en faveur d'un « grand institut réunissant les compétences françaises en sciences et technologies de l'information et de la communication » où prendraient place, aux côtés de l'Inria, les laboratoires d'informatique du CNRS. L'attaque était prévisible depuis que la présidente du CNRS avait déclaré dans Les Échos (31 janvier 2008) vouloir transformer l'organisme en « Consortium d'Instituts ». Comme dans toute OPA, nous allons donc maintenant observer une bataille d'image. Ce sera à qui se proclamera le plus excellent, le plus appliqué, le plus international, le plus ouvert aux problèmes de société, etc. On comparera des indicateurs, le nombre de « collaborateurs », le nombre de brevets, les facteurs d'impact à l'international, les « budgets consolidés », etc. Et puis finalement, le gouvernement tranchera, par pure idéologie, pour ce qu'il pense être le plus pilotable. Il tranchera en défaveur du CNRS qu'il a, de toute façon, décidé de démanteler par partie. Il tranchera contre l'idéal d'un organisme couvrant tout le front des connaissances, autonome dans ses appréciations scientifiques, produisant et diffusant librement des connaissances utiles au progrès de l'humanité. D'ailleurs n'aurait-il pas déjà tranché ? Le président d'un établissement public peut-il se prononcer ouvertement sur la politique d'un autre établissement sans accord du ministère ?

Le plus incroyable dans la situation ainsi créée, c'est qu'il n'y aura pas de débat véritable. La question de la coexistence de deux organismes étatiques œuvrant dans un même champ scientifique avec des objectifs similaires mérite d'être posée. Mais elle sera évacuée dans l'urgence, sans considération pour les personnels et quitte à briser les collectifs de travail. L'existence de l'Inria - organisme en co-tutelle avec le ministère de l'Industrie, à double vocation fondamentale et appliquée, avec un fort transfert technologique - a tout autant sa pertinence que celle de recherches de long terme organisées thématiquement en laboratoires au sein du CNRS. Avec plus d'échanges et moins de rigidités organisationnelles, ces différentes approches devraient, sans nul doute, s'enrichir mutuellement plus qu'elles ne le font actuellement. Mais œuvrer en ce sens doit d'abord se faire avec les acteurs de terrain, non de façon autoritaire et brusque.

Le plus idiot dans ce qui est annoncé, c'est de penser les sciences et technologies de l'information et de la communication à l'aune de la seule informatique. Par ces avancées nombreuses et majeures, ce vaste champ disciplinaire a eu, depuis quarante ans, des effets sur l'ensemble des autres disciplines scientifiques. Il est au cœur de nombre de progrès interdisciplinaires passés et à

venir. Mais cette interdisciplinarité ne doit pas se penser uniquement dans le sens de l'application de l'informatique pour les autres champs disciplinaires. Les véritables succès seront dans la co-construction des savoirs. Dans la prise en compte croisée d'aspects matériels, logiciels, sociaux, humains. Dans une démarche systémique où toutes les communautés scientifiques se parlent sans cloisonnement, ni hiérarchie.

Le plus sournois, c'est que les choix du gouvernement seront idéologiques : pilotage de la science pour la mettre au service des industriels et en vue de la réduction générale des politiques publiques. Depuis cinq ans maintenant que la droite au pouvoir multiplie les officines de financement direct des entreprises pour leur R&D et qu'elle affaiblit le service public de la recherche, on attend toujours les effets positifs. Les Cahiers de la Compétitivité (19 avril 2008) ont beau pérorer qu'il serait « inutile d'attendre [l'évaluation des pôles de compétitivité] pour affirmer que les pôles rencontrent un succès indéniable », la part de recherche dans le PIB français est toujours au plus bas tout comme l'emploi scientifique. Est-ce qu'il ne serait pas temps de reconnaître les échecs de la politique actuelle et d'en repenser une autre, avec les chercheurs cette fois-ci ?

Mais le plus terrible dans ses effets, c'est que basculer l'informatique du CNRS à l'Inria ouvre la porte au démantèlement général du CNRS. Cette annonce, combinée aux déclarations concernant les sciences humaines et sociales et les sciences de la vie, met en exergue les risques de démantèlement. Après l'informatique à qui le tour ?